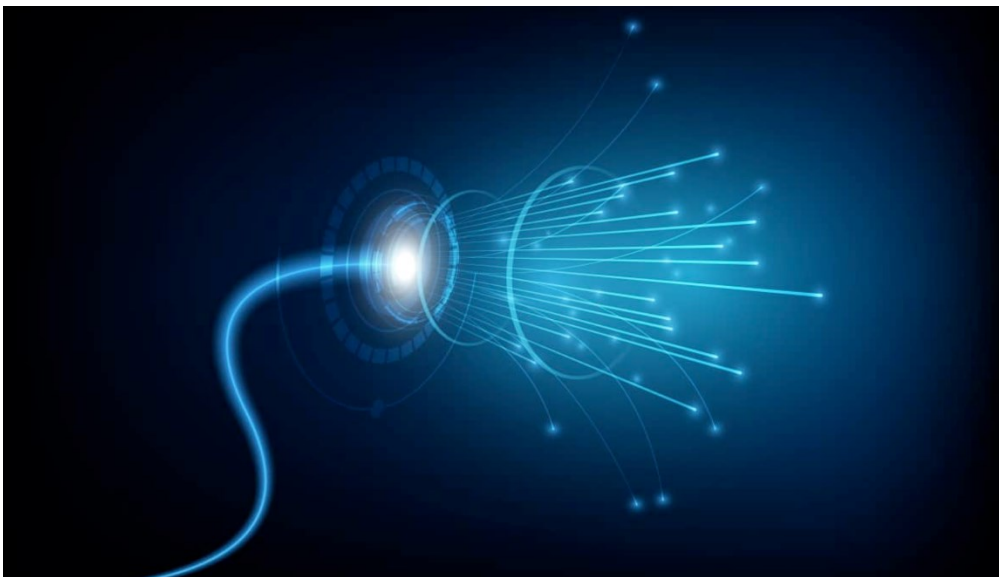




Note de présentation du Compte Administratif



**Budget Annexe
Aménagement Numérique
2023**

SOMMAIRE

I. BILAN FINANCIER 2023.....	3
II. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023	3
1. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION DE FONCTIONNEMENT.....	4
1.1. Les recettes de fonctionnement 2023.....	4
1.2. Les dépenses de fonctionnement 2023.....	5
2. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION D'INVESTISSEMENT	7
3. L'ENDETTEMENT DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT NUMERIQUE.....	11
4. LES PRINCIPAUX RATIOS.....	15
III. L'AUTORISATION DE PROGRAMME FTTH.....	15

I. BILAN FINANCIER 2023

Le projet de déploiement de l'aménagement numérique du territoire mobilise 165.3 M€.

L'exploitation, la commercialisation et la maintenance du réseau d'initiative publique La Fibre 06 ont été confiées à THD06 by Altitude Infra via une convention de délégation de service public. Dès lors qu'un certain nombre d'ouvrages a été réceptionné par le SICTIAM, THD06 les prend en affermage pour ensuite les louer auprès des opérateurs commerciaux. Dans ce cadre, THD06 garantit le bon état du réseau et intervient si une réparation est nécessaire.

Ainsi, au 29 décembre 2023, le statut du projet RIP 06 est le suivant :

- 28 NRO sont en service sur 29 avec une accélération en fin d'année.
- 51 871 prises ont été déployées, soit 65% du projet réalisé, soit une évolution du volume de prises du projet de +78% de production entre 2022 et 2023.
- Au total, 53 390 prises ont été construites. 67% du programme ont été réalisés.
- 13 383 prises ont été commercialisées, soit une progression de + 7209 abonnés (+85%) en 2023 par rapport à 2022.

Le budget « Aménagement Numérique » a fait l'objet d'ajustements au cours de l'exercice 2023 par le biais de 2 décisions modificatives.

II. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023

Le Compte Administratif 2023 clôture l'exercice avec un résultat excédentaire global de + 10 257 507,62 euros.

Résultats d'exécution du budget annexe AN

	Section d'investissement	Section de fonctionnement	Total des Sections
Recettes nettes	19 368 604,88 €	2 380 153,45 €	21 748 758,33 €
Résultats antérieurs reportés	17 124 166,11 €	3 712 454,99 €	20 836 621,10 €
Total des Recettes	36 492 770,99 €	6 092 608,44 €	42 585 379,43 €
Dépenses nettes	28 989 991,20 €	3 337 880,61 €	32 327 871,81 €
Résultats antérieurs reportés	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Total des Dépenses	28 989 991,20 €	3 337 880,61 €	32 327 871,81 €
Résultat de l'exercice 2023	-9 621 386,32 €	-957 727,16 €	-10 579 113,48 €
Résultats cumulés	7 502 779,79 €	2 754 727,83 €	10 257 507,62 €
Restes à réaliser au 31/12/2023	0,00 €	0,00 €	0,00 €
Résultats cumulés avec RAR	7 502 779,79 €	2 754 727,83 €	10 257 507,62 €

1. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION DE FONCTIONNEMENT

1.1. Les recettes de fonctionnement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022- 2023
Impôts et taxes	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Dotations et subventions	646 504,00	620 000,00	618 858,00	885 142,00	43,03%
Autres produits courants stricts	1 155 705,35	2 045 074,67	2 326 179,31	1 489 489,45	-35,97%
Atténuations de charges	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Total des recettes de gestion courante	1 802 209,35	2 665 074,67	2 945 037,31	2 374 631,45	-19,37%
Produits financiers	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Produits exceptionnels (Hors cessions d'immobilisations)	27 219,84	2 461 448,51	63 507,43	0,00	-100,00%
Total des recettes réelles de fonctionnement	1 829 429,19	5 126 523,18	3 008 544,74	2 374 631,45	-21,07%
Recettes de fonctionnement, opérations d'ordre	0,00	2 172,00	0,00	5 522,00	-
Produits des cessions d'immobilisations	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Excédent de fonctionnement reporté	1 199 326,33	919 233,35	3 126 431,46	3 712 454,99	18,74%
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	3 028 755,52	6 047 928,53	6 134 976,20	6 092 608,44	-0,69%

Les recettes de fonctionnement s'élèvent en 2023, à près de 6 092 608.44 € ; elles demeurent relativement stables comparativement à 2022 (-0.7% soit – 42.4 k€).

Les postes en augmentation concernent :

- Les dotations et subventions dont le montant s'élève à 885 k€. Elles sont en augmentation de +266.3 k€. En effet, même si les contributions de fonctionnement restent inchangées, soit 620 k€ versés pour moitié à la charge du Conseil Départemental 06, le reste réparti entre les EPCI ayant délégué la compétence (L1425-1 CGCT), à ce montant, s'ajoute la contribution du Conseil Départemental 06 des relais TNT pour 2021 et 2022 (264 k€). La contribution de 2023 sera versée en 2024.
- L'excédent de fonctionnement reporté d'un montant de 3.7 M€. Il enregistre une augmentation de 586 k€ (+18.8 %) comparativement à 2022.

Les postes en diminution concernent :

- Les autres produits courants stricts, en baisse de -837 k€ en raison de la baisse des redevances Q2, P1 et P2 versées par THD06 (Chap 75). Elles totalisent 1.4 M€ en 2022 contre 122.5 k€ en 2023, en raison des retards de livraison. La redevance de contrôle de la DSP s'élève à 56.5 k€ (54.5 k€ en 2022).

Ces "Autres produits" comprennent par ailleurs :

- Les reprises sur provisions (Chap. 78) quasi nulles en 2023 (231€). En 2022, elles s'élevaient à 17.7 k€.
 - Les produits des services (Chap. 70), dont le montant s'élève à 1.3 M€ en 2023. Ils enregistrent, quant à eux, une augmentation de +482.3 k€, comparativement à 2022, en raison des refacturations nouvelles de génie civil des IBLO (selon DSP) pour un montant de 421 k€, auxquelles s'ajoutent les produits issus de la vidéoprotection (16 k€). Enfin, les locations des fourreaux mis à disposition par la Métropole Nice Côte d'Azur ainsi que le produit des locations des fourreaux du SICTIAM ont permis de dégager une recette de 888 k€ contre 847 k€ en 2022.
 - Enfin, 37.6 k€, initialement enregistrés en produits exceptionnels sont enregistrés au chapitre des « Autres produits de gestion courante », avec le passage du budget annexe à la nomenclature M57. Il s'agit d'indemnités perçues par les assurances concernant la tempête Alex (24.2 k€) ainsi que des annulations de contrepassations faisant suite à des rattachements de 2022, pour le solde.
- Il n'y a pas de produits exceptionnels en 2024 (63.5 k€ en 2022). En effet, contrairement à la nomenclature M14, certaines charges et produits exceptionnels sont dorénavant enregistrés au chapitre 65/75

Ceci conduit, en 2023, à une nette diminution des recettes réelles de fonctionnement (- 634 k€, soit - 21%), qui avoisinent 2.4 M€.

1.2. Les dépenses de fonctionnement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
Charges à caractère général	733 171,92	885 341,95	858 403,12	1 340 940,11	56,21%
Charges de personnel	760 210,14	899 991,34	828 410,94	848 581,58	2,43%
Atténuations de produits	0,00	0,00	0,00	0,00	-
Autres charges de gestion courante	24 753,00	5 700,00	39 456,94	84 849,76	115,04%
Autres dépenses	0,00	517 669,29	50 231,49	0,00	-100,00%
Total des dépenses de gestion courante	1 518 135,06	2 308 702,58	1 776 502,49	2 274 371,45	28,03%
Charges financières	389 734,41	363 825,26	502 642,34	947 338,56	88,47%
Charges exceptionnelles	110 170,20	33 779,42	45 026,40	0,00	-100,00%
Total des dépenses réelles de fonctionnement	2 018 039,67	2 706 307,26	2 324 171,23	3 221 710,01	38,62%
Dépenses de fonctionn., opé d'ordre	91 482,50	215 189,81	98 349,98	116 170,60	18,12%
Déficit de fonctionnement reporté	0,00	0,00	0,00	0,00	-
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	2 109 522,17	2 921 497,07	2 422 521,21	3 337 880,61	37,79%

Les dépenses de fonctionnement réalisées s'élèvent à plus de 3 337 880.61 € ; elles sont en hausse de +38% (915.3 k€) par rapport à l'exercice 2022, du fait :

- Des charges à caractère général (Chap. 011), en hausse (+56.2%, +482.5 k€). Elles sont composées d'une part, des dépenses relatives au loyer et charges de gestion courantes (loyer, carburant, entretien des locaux, frais de déplacement, etc. ...) supportées par le budget principal, et sont refacturées au budget annexe pour un montant de 166.2 k€, en 2023, selon

le taux prévu par délibération n° 92-2022 du Comité Syndical du 6 décembre 2022, et d'autre part des charges directement afférentes au budget annexe Aménagement Numérique (assurance, cotisations, honoraires, évènementiel ...) pour 110.4 k€.

De plus, 918 k€ ont été réalisés en vue des locations immobilières dont notamment le paiement des factures Orange du génie civil IBLO refacturés pour partie, ainsi que les locations NRA et liens pour NRAZO, ou encore l'hébergement des NRO, abonnements RTO...

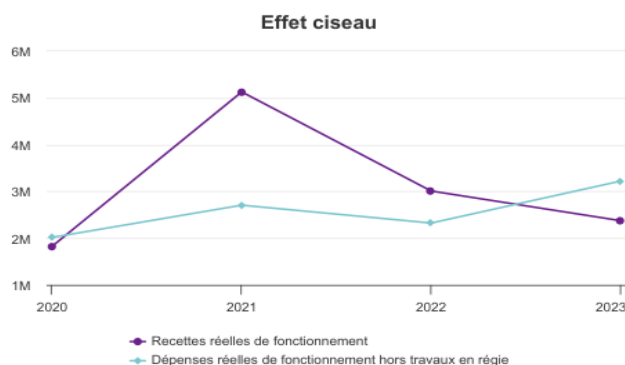
Les maintenances, pour 85 k€, concernent la maintenance des infrastructures RIP et hors RIP, la maintenance réseau de diffusion de la TNT...

- De la masse salariale (Chap. 012), affectée à l'activité « Aménagement Numérique ». Celle-ci est en légère augmentation de +2.5% (+20.2 k€). Cette progression s'explique par les recrutements de même que la mise en œuvre de différentes mesures réglementaires (augmentation du point d'indice, revalorisation des grilles indiciaires et du SMIC...).
- Des autres charges de gestion courante (Chap.65), pour un montant de 85 k€, correspondant aux redevances logiciels (49.3 k€), aux RODP (Redevance d'Occupation du Domaine Public) pour 15.5 k€, ainsi qu'aux pénalités Orange (20 k€).
- Des charges financières (Chap. 66), en nette augmentation (+88.5%, +444.7 k€) en raison du démarrage en 2023 de l'amortissement du contrat d'emprunt de 5M€, souscrit auprès de la Banque Postale, ainsi que de l'impact des hausses du taux du Livret A enregistrées ces dernières années répercutées sur les emprunts en cours.
- Des dépenses d'ordre de fonctionnement (Chap.042), pour lesquelles les dotations aux amortissements s'élèvent, en 2023, à 116.2 k€ (contre 98.3 k€ en 2022). Elles sont en augmentation de + 18.1% comparativement à 2022.

Les charges exceptionnelles (Chap. 67) sont nulles en 2023, essentiellement en raison de la nouvelle nomenclature M57 qui diffère de la M14 concernant l'imputation comptable de certaines « charges exceptionnelles ».

Il en est de même pour les « autres dépenses ». Les provisions constatées en 2023 présentant un risque d'irrécouvrabilité, sont nulles. Elles sont le résultat d'une gestion améliorée des restes à recouvrer. Aucune provision pour contentieux n'a été enregistrée en 2023.

Les recettes réelles de fonctionnement réalisées totalisent 2.3 M€ ; elles sont insuffisantes pour couvrir les dépenses réelles de fonctionnement réalisées s'élevant à 3.2 M€.



L'effet ciseau est observé en 2020 (crise sanitaire) ainsi qu'en 2023 et permet de constater la baisse des recettes réelles de fonctionnement par rapport aux dépenses réelles. En effet les redevances DSP 2023 n'ont pu être versées en raison du retard pris ces dernières années sur les livraisons de prises.

Le décalage entre les dépenses d'exploitation réalisées au fur et à mesure de l'avancement des travaux et les recettes d'exploitation se fera ressentir (effet ciseau). La poursuite de l'avancement ainsi que la finalisation des travaux permettront de générer des recettes réelles de fonctionnement par l'exploitation progressive du réseau.

Globalement, les recettes de fonctionnement réalisées (6.1 M€) demeurent supérieures aux dépenses de fonctionnement réalisées (3.4 M€), permettant ainsi de dégager un excédent en fonctionnement.

RESULTAT DE FONCTIONNEMENT

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
=== TOTAL DES DÉPENSES DE FONCTIONNEMENT ===	2 109 522,17	2 921 497,07	2 422 521,21	3 337 880,61	37,79%
=== TOTAL DES RECETTES DE FONCTIONNEMENT ===	3 028 755,52	6 047 928,53	6 134 976,20	6 092 608,44	-0,69%
Résultat de l'exercice	-280 092,98	2 207 198,11	586 023,53	-957 727,16	-92,59%
Excédent de fonctionnement reporté	1 199 326,33	919 233,35	3 126 431,46	3 712 454,99	-77,69%
Résultat global de clôture en fonctionnement	919 233,35	3 126 431,46	3 712 454,99	2 754 727,83	-25,80%

Il en ressort un résultat 2023 de fonctionnement déficitaire de -957 727,16 €.

Toutefois, le résultat cumulé excédentaire de fonctionnement s'élève en 2023 à +2 754 727,83 €.

2. LE COMPTE ADMINISTRATIF 2023 : SECTION D'INVESTISSEMENT

2.1. Les dépenses d'investissement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
Dépenses d'équipement brut	6 585 768,19	11 540 764,06	16 184 516,51	26 630 024,46	64,54%
Dépenses financières d'investissement	18 100,00	234 100,00	0,00	602 700,00	-
Total des dépenses réelles d'investissement (hors annuité en capital)	6 603 868,19	11 774 864,06	16 184 516,51	27 232 724,46	68,26%
Remboursement de capital	288 116,03	900 718,16	1 265 662,29	1 524 832,17	20,48%
Dépenses d'investissement, opérations d'ordre	3 296 050,59	742 931,30	260 200,00	232 434,57	-10,67%
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	10 188 034,81	13 418 513,52	17 710 378,80	28 989 991,20	63,69%

Les dépenses totales d'investissement réalisées en 2023 s'élèvent à 28 989 991.20 €. 26.6 M€ de dépenses d'équipement ont été réalisées, représentant +10.5 M€ supplémentaires, comparativement à 2022, dont 26 M€ sont dédiés à la construction du RIP.

602.7 k€ de subventions de raccordement (« Dépenses financières d'investissement », Chap. 27) ont également été versées dans le cadre de ce projet.

La construction du RIP totalise, en 2023, 26.6 M€ (contre près de 9 M€ en 2022).

Un retraitement des écritures antérieures en investissement a été réalisé en 2023, pour un montant de 6.7 M€ en dépenses ainsi qu'en recettes.

Les dépenses d'investissement comprennent par ailleurs, 343.7 k€ de travaux hors RIP (La MESCLA, réseaux de liaison CADAM, ...), 6.3 k€ d'acquisition de matériel informatique et téléphonie (Chap. 21) ainsi que 313.6 k€ de travaux réalisés pour le compte de tiers (Chap. 458).

Le remboursement du capital (Chap. 16) affiche une hausse de +20.5% (+259 k€) en raison du démarrage en 2023 de l'amortissement du capital de l'emprunt contracté auprès de la Banque Postale souscrit en octobre 2022.

Les opérations d'ordre évaluées à 232.4 k€ sont, quant à elles, en baisse (-27.8 k€, -10.7%). Celles-ci concernent le remboursement des avances (227 k€, en dépenses et en recettes, Chap. 041) ainsi qu'une reprise sur amortissements de 5.5 k€ (Chap. 040).

Ainsi, les dépenses d'investissement réalisées s'élèvent à près de 29 M€ et enregistrent une hausse de +63.7%, représentant près de 11.3 M€, traduisant l'avancement significatif du projet.

2.2. Les recettes d'investissement 2023

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022- 2023
Dotations et subventions	9 108 217,00	8 587 203,86	12 347 937,86	11 976 218,32	-3,01%
Réduction réelle des dépenses d'investissement	261 838,93	106 649,00	371 063,30	6 735 721,63	1715,25%
Autres recettes réelles d'investissement	0,00	0,00	113 990,34	313 581,76	175,10%
Total des recettes réelles d'investissement hors emprunt	9 370 055,93	8 693 852,86	12 832 991,50	19 025 521,71	48,25%
Recettes liées à l'emprunt	0,00	9 000 000,00	5 000 000,00	0,00	-100,00%
Recettes d'investissement, opérations d'ordre	3 387 533,09	955 949,11	358 549,98	343 083,17	-4,31%
Excédent d'investissement reporté	8 842 160,77	11 411 714,98	16 643 003,43	17 124 166,11	2,89%
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	21 599 749,79	30 061 516,95	34 834 544,91	36 492 770,99	4,76%

Les recettes d'investissement réalisées s'élèvent à près de 36 492 770.99 € et présentent une hausse de +4.8%, soit plus de 1.6 M€ comparativement à 2022. Il est à noter cependant qu'un retraitement a été opéré en 2023 sur des écritures antérieures pour 6.7 M€, en dépenses ainsi qu'en recettes.

Les recettes d'investissement sont constituées :

- Des subventions d'investissement (Chap. 13) : Elles s'élèvent à près de 12 M€. Elles sont en légère diminution (-3%, -371.7 k€). Il s'agit du versement de 5.3 M€ du Conseil Départemental, dont 360 k€ dans le cadre du projet TNT. Le FSN ainsi que la Région ont versé 2.5 M€. Enfin, 1.1 M€ ainsi que 475 k€ ont été respectivement versés par la Métropole et la CAPG, dans le cadre des conventions territoriales d'investissement.

- Des « réductions réelles des dépenses d'investissement » : Elles concernent des régularisations d'écriture antérieures (rattachement à l'AP). Leur montant s'élève à 6.7 M€ en recettes et en dépenses (Chap. 20 et 23).
- Des « autres recettes réelles d'investissement » (Chap. 458) : Elles concernent les travaux réalisés pour le compte de tiers (le SMIAGE et la RRT), pour un montant de 313.6 k€ (en recettes et en dépenses).
- Des opérations d'ordre d'investissement : d'un montant de 343.1 k€, dont la diminution avoisine -15.5 k€ (-4.3%) concernent, d'une part, le remboursement des avances (227 k€, Chap. 041) et, d'autre part, les dotations aux amortissements, pour un montant de 116.2 k€ (contre 98.3 k€ en 2022, Chap. 040).

L'excédent d'investissement reporté, d'un montant de 17.1 M€ enregistre une hausse de près de +3% représentant 481.1 k€.

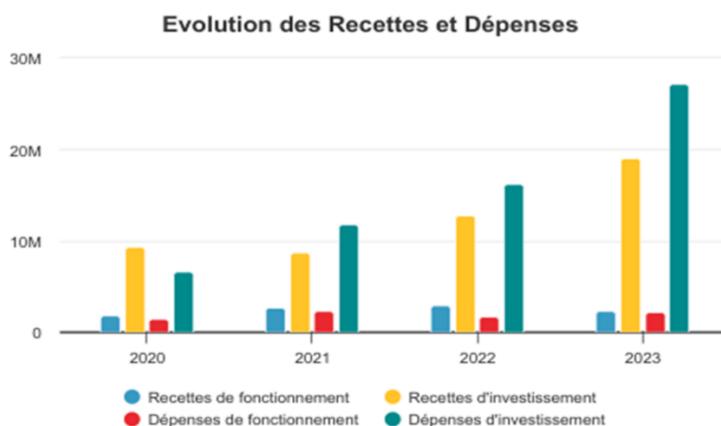
Le montant des recettes réelles d'investissement réalisées bien qu'en augmentation de +6.2 M€, ne suffira pas à couvrir les dépenses réelles d'investissement réalisées, en hausse de +11 M€ (27.2 M€). Aucun emprunt n'a été mobilisé en 2023.

RESULTAT D'INVESTISSEMENT

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023	Evolution 2022-2023
=== TOTAL DES DEPENSES D'INVESTISSEMENT ===	10 188 034,81	13 418 513,52	17 710 378,80	28 989 991,20	63,69%
=== TOTAL DES RECETTES D'INVESTISSEMENT ===	21 599 749,79	30 061 516,95	34 834 544,91	36 492 770,99	4,76%
Résultat de l'exercice	2 569 554,21	5 231 288,45	481 162,68	-9 621 386,32	-2099,61%
Excédent d'investissement reporté	8 842 160,77	11 411 714,98	16 643 003,43	17 124 166,11	2,89%
Résultat global de clôture en investissement	11 411 714,98	16 643 003,43	17 124 166,11	7 502 779,79	-56,19%

Le résultat 2023 d'investissement est déficitaire ; il s'élève à - 9 621 386,32 €. Il n'y a pas de restes à réaliser en 2023 ; une autorisation de programme est dédiée au projet RIP.

Le résultat global cumulé permet d'atteindre en 2023 un excédent d'investissement de +7 502 779,79 euros. Ce montant permettra d'autofinancer une partie des investissements en 2024.



Le graphique ci-dessus présente l'évolution des recettes et dépenses de fonctionnement courant ainsi

que des recettes et dépenses réelles d'investissement.

2.3 Les outils d'analyse de gestion

L'évolution du besoin de financement annuel se mesure en section d'investissement. Il est égal à l'excédent des dépenses "définitives" sur les recettes "définitives" réalisées au cours de l'exercice. Le calcul intègre la capacité d'autofinancement parmi les ressources d'investissement.

Les opérations définitives sont celles qui ne feront pas l'objet d'un remboursement ultérieur ou qui ne sont pas elles-mêmes le remboursement d'un versement antérieur. Elles excluent tous les flux qui font varier la dette : remboursements en capital, versements correspondant à des engagements inscrits au passif de l'organisme.

Le besoin de financement est couvert par la variation de la dette (les emprunts nouveaux étant d'un montant supérieur aux remboursements d'emprunts) et/ou par les « réserves » internes à la collectivité que constitue le fonds de roulement.

Lorsque les ressources (hors emprunts) sont supérieures aux dépenses (hors remboursements d'emprunts), le besoin de financement est négatif. Il constitue alors une capacité de financement.

Analyse	CA 2020	CA 2021	CA 2022	CA 2023
Dépenses réelles d'investissement y compris travaux en régie	6 603 868,19	11 774 864,06	16 184 516,51	27 232 724,46
Recettes réelles d'investissement (hors emprunt)	9 370 055,93	8 693 852,86	12 832 991,50	19 025 521,71
Besoin de financement	-2 766 187,74	3 081 011,20	3 351 525,01	8 207 202,75

Cet indicateur marque la difficulté du SICTIAM à financer ses investissements autrement que par l'emprunt (l'emprunt de 14 M€ sera mobilisé en 2024).

En effet, les subventions levées en 2023 avoisinent 12 M€ mais demeurent insuffisantes en comparaison à l'avancement actuel du projet. Bien que l'emprunt n'ait pas été mobilisé, le budget annexe dispose d'un autofinancement suffisant permettant de combler ce besoin.

CONCLUSION :

A la fin de l'exercice 2023, ce sont 50.000 prises déployées par le SICTIAM, représentant 63% de l'objectif fixé. Pour ce faire, le SICTIAM s'est réorganisé afin de mettre en place une production industrialisée des travaux menée par les entreprises titulaires. Ainsi 26.6 M€ d'investissement ont été réalisés pour la construction du RIP, représentant 97.5% des dépenses d'investissement, et 12 M€ de subventions ont été perçues dans le cadre de ce projet, permettant de couvrir 45% du projet. L'autofinancement a permis de couvrir le solde.

3. L'ENDETTEMENT DU BUDGET ANNEXE AMENAGEMENT NUMERIQUE

• Historique de la dette

Un emprunt de 32 308 000 € a été contracté en 2017, auprès de la Caisse d'Epargne et de la Caisse des Dépôts et Consignation dont 28 308 000 € ont été affectés au budget annexe en vue de financer la construction du réseau d'initiative publique.

En décembre 2021, le SICTIAM a signé un nouvel emprunt de 9 000 000 € auprès du Crédit Agricole. En 2022, 2 nouveaux emprunts de 5 000 000€ et 14 000 000 € ont été contractés respectivement auprès de la Banque Postale (CAFFIL) et de la Banque des Territoires. Ces 3 emprunts s'inscrivent dans la seconde phase de financement des travaux liés au RIP (Réseau d'initiative Publique) lié au budget annexe « Aménagement Numérique ».

L'emprunt de 5 000 000 € souscrit auprès de la Banque Postale a été mobilisé en octobre 2022 ; l'emprunt souscrit auprès de la Banque des Territoires dispose d'une phase de préfinancement de 60 mois ; sa mobilisation est envisagée en 2024.

• Synthèse de la dette du budget annexe

L'encours de la dette, arrêté au 31/12/2023, s'établit à 38 052 905,69€.

Ex.	Encours début	Annuité	Intérêts	Taux moy.	Taux act.	Amort.	Solde
2023	39 577 737,85	2 308 536,84	783 704,67	2,43%	2,97%	1 524 832,17	2 308 536,84
2024	38 052 905,69	2 588 408,45	1 054 131,32	2,63%	3,07%	1 534 277,13	2 588 408,45

Cet état ne tient pas compte de l'emprunt de 14 M€ sur le budget annexe « Aménagement Numérique » souscrit avec une phase de préfinancement de 5 ans à compter de décembre 2022, qui sera mobilisé au cours de l'exercice 2024.

Les caractéristiques générales de la dette du budget annexe Aménagement Numérique au 31 décembre 2023

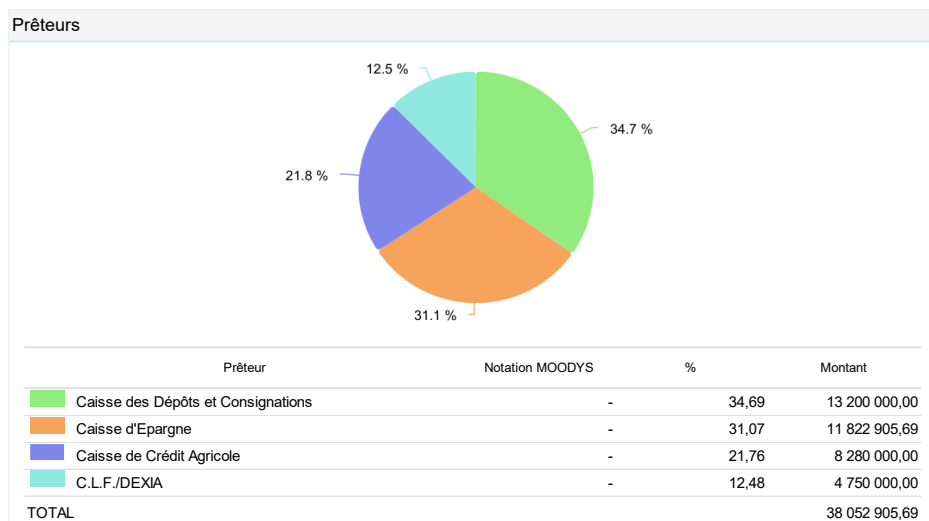
Caractéristiques de la dette au 31/12/2023	
Encours 38 052 905,69	Nombre d'emprunts * 4
Taux actuariel * 2,97%	Taux moyen de l'exercice 2,43%
* tirages futurs compris	
Charges financières en 2023	
Annuité 2 308 536,84	Amortissement 1 524 832,17
Remboursement anticipé avec flux 0,00	Remboursement anticipé sans flux 0,00
Intérêts emprunts 783 704,67	ICNE 353 527,53

Le SICTIAM travaille avec les principaux acteurs du secteur du financement local dans le cadre du projet de déploiement de la fibre optique :

- La Caisse des dépôts et Consignations à hauteur de 34.7% de l'encours au 31/12/2023
- La Caisse d'Epargne à hauteur de 31.1% de l'encours

- Le Crédit Agricole à hauteur de 21.7%
- La Banque Postale à hauteur de 12.5%

Répartition de l'encours de la dette par prêteur au 31/12/2023



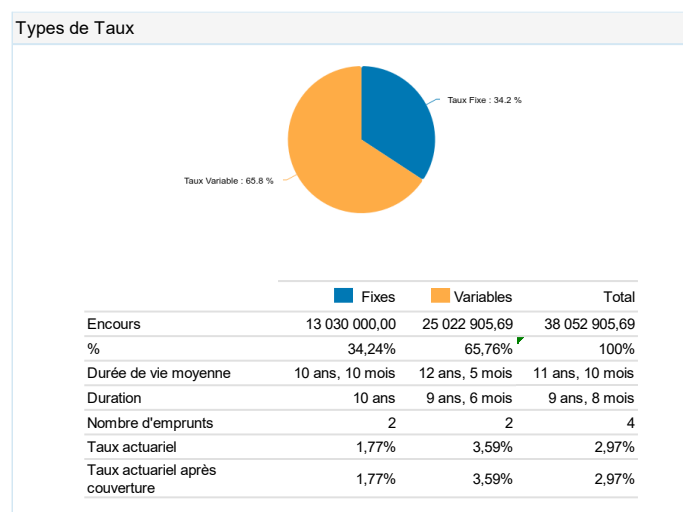
Synthèse de la dette (du 01/01/2023 au 31/12/2023)

DATE DE REALISATION	PRETEUR	DUREE INITIALE	INDEX DE TAUX	DATE 1ERE ECHEANCE INTERETS	DATE DERNIERE ECHEANCE	DUREE RESIDUELLE	MONTANT INITIAL	DETTE EN CAPITAL AU 31/12/N	INTERETS	CAPITAL	ANNUITE
2021	Crédit Agricole	25 ans	FIXE	03/03/2022	03/12/2046	23 ans, 11 mois	9 000 000,00	8 280 000,00	113 116,50	360 000,00	473 116,50
2022	Caisse Française de Financement	20 ans	FIXE	01/05/2023	01/11/2042	19 ans, 10 mois	5 000 000,00	4 750 000,00	133 525,00	250 000,00	383 525,00
2017	Caisse d'Epargne	30 ans	LIVRETA	25/01/2019	25/01/2048	25 ans	13 308 000,00	11 822 905,69	123 063,17	314 832,17	437 895,34
2017	Caisse des Dépôts et Consignations	25 ans	LIVRETA	01/12/2021	01/12/2045	22 ans, 11 mois	15 000 000,00	13 200 000,00	414 000,00	600 000,00	1 014 000,00
TOTAL: Budget Annexe Aménagement Numérique							42 308 000,00	38 052 905,69	783 704,67	1 524 832,17	2 308 536,84

Structure de la dette

Nature	Emprunts et dettes à l'origine du contrat							
	Organisme prêteur ou chef de file	Date d'émission ou date de mobilisation (1)	Date du premier remboursement	Nominal (2)	Index (4)	Taux initial		Devise
						Niveau de Taux (5)	Taux actuariel	
164 Emprunts auprès des établissements financiers (Total)				42 308 000				
1641 Emprunts en euros (total)				42 308 000				
00603216869 (00603216869)	Crédit Agricole	26/11/2021	03/03/2022	9 000 000	FIXE	1,330	1,343	EURO
MON544186EUR (0544592/001)	Caisse Française de Financement Local	05/10/2022	01/05/2023	5 000 000	FIXE	2,520	2,547	EURO
A1018000 (A1018000)	Caisse d'Epargne	24/10/2017	25/01/2019	13 308 000	LIVRETA	1,250	2,696	EURO
5195983 (CDC02)	Caisse des Dépôts et Consignations	01/12/2017	01/12/2021	15 000 000	LIVRETA	1,750	1,524	EURO
Total général				42 308 000				

Répartition de l'encours de dette au 31/12/2023 par index



65.8 % des encours sont en taux variable indexés sur le Livret A. 34.2 % des encours sont à taux fixe, taux sécurisé compte tenu du contexte actuel.

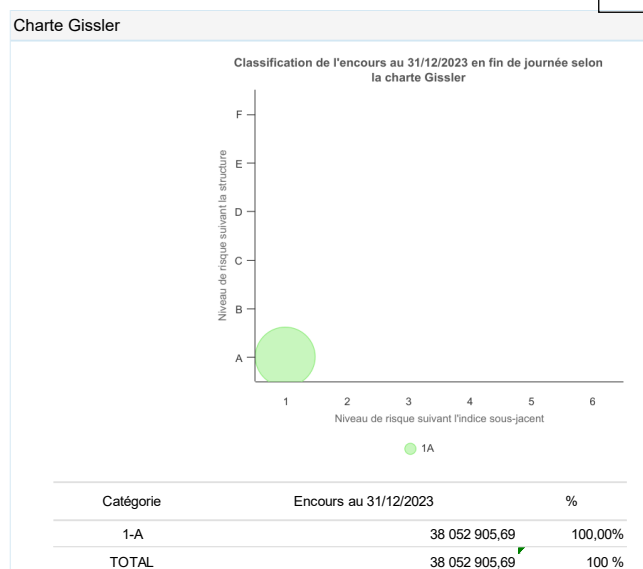
Taux de financement après couverture					
Famille d'indice	Encours avant couverture	Durée de vie moyenne	Taux actuariel après couverture	Durée de résiduelle moyenne	Taux actuariel après couverture (Index initial)
Fixe	13 030 000,00	10 ans, 10 mois	1,77	21 ans, 5 mois	1,77
Livret A	25 022 905,69	12 ans, 5 mois	3,59	22 ans, 11 mois	3,59
TOTAL	38 052 905,69	11 ans, 10 mois	2,97	22 ans, 5 mois	2,97

Le taux moyen de la dette au 31/12/2023 est de 2.43 % (1.37% en 2022), le taux actuariel est de 2.97 % (2.83% en 2022). Le taux moyen représente le coût de la dette sur une année alors que le taux actuariel représente le coût jusqu'à extinction des prêts.

La structure de la dette est constituée à 65.8% de taux variables (Livret A) à faible fluctuation et à 34.2% de taux fixes.

La dette du budget annexe « Aménagement Numérique » est classée pour 100% de son encours au stade le plus bas 1A de la charte Gissler (1), soit le degré le plus sécurisé. Il n'y a donc aucun produit à risque sur le budget annexe « Aménagement Numérique ». Cette gestion raisonnée a été menée tout en conservant une performance financière tout à fait acceptable, le taux d'intérêt moyen étant, à fin 2023, à 2.43 %.

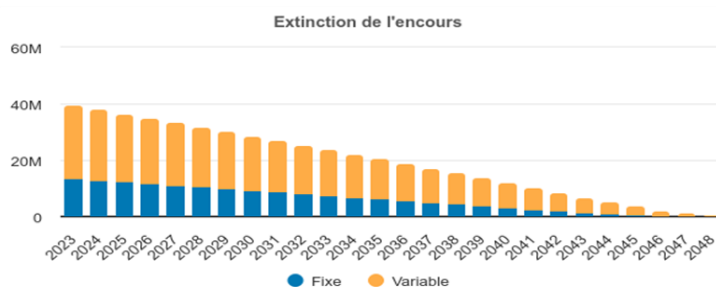
Néanmoins, le contexte économique actuel mouvant et incertain induit une envolée des taux fixes et variables, des charges financières... Les taux variables indexés sur le Livret A exposés à la hausse des taux suivent une formule de révision spécifique encadrée par les pouvoirs publics.



(1) La charte Gissler est une charte de bonne conduite signée fin 2009 et destinée à régir les rapports mutuels entre collectivités territoriales et établissements bancaires. Dans ce cadre, une classification des produits a été définie. La classification retient deux dimensions :

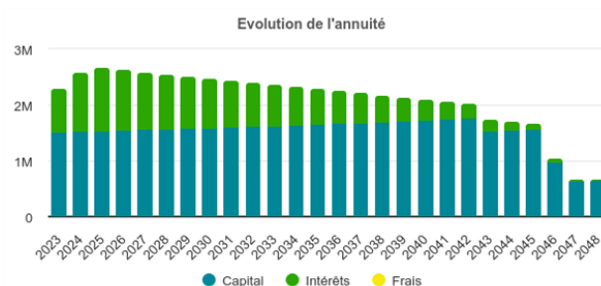
- Le risque associé à l'indice ou les indices sous-jacents (classement 1 à 5) : les indices de la zone euro comme l'Euribor sont considérés de risque minimum (risque 1) alors que les indices hors zone euro comme le Libor (taux du marché interbancaire de Londres) sont classés risque 4.
- Le risque de structure allant de A à E : les prêts à taux fixe ou à taux variables sont classés risque A. Les prêts structurés assortis d'une barrière sont classés B.

Extinction de la dette, établie au 31/12/2023, par année



L'emprunt ayant la maturité la plus longue est l'emprunt souscrit auprès de la Caisse d'Epargne. La dette s'étend ainsi jusqu'en 2048.

En 2036, l'encours de la dette sera diminué de moitié ; il sera inférieur à 10 M€ en 2041.



S'agissant de l'évolution des annuités, 3 palliers se distinguent en 2025, puis en 2043 et 2046. En 2025, le niveau des intérêts atteindra son maximum en raison des contrats récemment souscrits, conduisant l'annuité au niveau le plus élevé. Dès lors, l'annuité débutera sa baisse progressive jusqu'à atteindre un nouveau pallier en 2043 (annuité inférieure 2 M€). En effet, à compter de 2043, l'annuité atteindra des niveaux nettement inférieurs aux précédents, en 2046; elle sera inférieure à 1 M€. Dès 2043, les intérêts dûs seront inférieurs à 220 k€ et diminueront jusqu'à l'extinction de la dette.

4. LES PRINCIPAUX RATIOS

Analyse	Ratio national	2020	2021	2022	2023
Autres charges de gestion courante / dépenses réelles de fonctionnement	,	1,23	,21	1,7	2,63
Charges de gestion générale / dépenses réelles de fonctionnement	,	36,33	32,71	36,93	41,62
Intérêts payés de la dette / dépenses réelles de fonctionnement	,	19,31	13,44	21,63	29,4
Dépenses de personnel / Dépenses réelles de fonctionnement	55,9	37,67	33,26	35,64	26,34
Dotations, participations / recettes réelles de fonctionnement	,	35,34	12,09	20,57	37,27
Taux équipement brut : Dépenses équipement brut / recettes réelles de fonctionnement	26,8	359,99	224,62	313,95	838,04
Ventes de produits, prestations de services, marchandises / recettes réelles de fonctionnement	,	48,55	13,46	28,15	55,97
Dotations et subventions d'investissement / dépenses d'équipement brut	,	138,3	74,57	130,73	60,18
Capacité de désendettement	,	-147,08	14,81	57,83	-44,92

III. L'AUTORISATION DE PROGRAMME FTTH

Le budget annexe Aménagement Numérique dispose d'une autorisation de programme dans le cadre du programme FTTH, créée en 2016, révisée et prolongée dans le cadre de la seconde phase du RIP par délibération n°32-2022 du Comité Syndical en date du 29 mars 2022, pour la période de 2016 à 2025, et un montant global de 165 300 000 €.

Les crédits de paiement réalisés en 2023 s'élèvent à 26 569 170,08 € et sont repartis entre les chapitres 20, 23 et 27.

Montants en euros					
Autorisation de Programme	Crédits de Paiement				
	CP antérieurs	2022	2023	2024	2025
165 300 000 €	69 401 952 €	8 962 311 €	26 569 170 €	33 850 000 €	26 516 567 €